2
Bureau
Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 23 janvier 1953, d'une demande d'avis sur des amendements au projet de loi "étendant le champ d'application de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance", a donné le 25 février 1953 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 23e Januari 1953 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over amendementen op het "wetsontwerp tot uitbreiding van het toepassingsgebied van de wet van 15 Mei 1912 op de kinderbescherming", heeft de 25e Februari 1953 het volgend advies gegeven :

Les amendements soumis à la section de législation concernent le projet de loi examiné par le Conseil d'Etat sous le n° L. 1372 et au sujet duquel il a donné un avis le 12 août 1950.

Le projet L. 1372 avait pour objet de modifier et de compléter la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance, notamment sur les points suivants :

a) il interdisait la constitution de partie civile devant le juge d'instruction et autorisait l'appel des ordonnances de non-lieu du juge d'instruction par le ministère public, l'administration publique poursuivante et la partie civile (article 1er) ;

b) il élevait l'âge de la minorité pénale de 16 à 18 ans (articles 4, 5, 6 et 15) ;

c) il portait de 50 à 5.000 francs le maximum des dommages-intérêts que le juge des enfants peut allouer sur la plainte du préjudicié (article 24 de la loi de 1912) et donnait à ce magistrat la faculté de condamner aux frais et restitutions les personnes civilement responsables, sans préjudice de l'application de l'article 1384 du Code civil en ce qui concerne les dommages-intérêts (article 11) ;

d) il précisait que le juge des enfants peut être saisi par :

1° le ministère public, l'administration publique poursuivante ou la partie lésée ;

.../...

2° l'ordonnance de renvoi du juge d'instruction ;
3° la requête du père ou du tuteur (article 13) ;

e) il étendait aux personnes lésées ou civilement responsables le droit d'appel des décisions du juge des enfants.

Le projet L. 1372 a été voté par la Chambre des Représentants et amendé ensuite par le Sénat. Renvoyé à la Chambre, il fait l'objet des nouveaux amendements actuellement soumis au Conseil d'Etat.

Le but essentiel de ces amendements est d'exclure les parties civiles des débats devant la juridiction de l'enfance.

A cet effet, il est proposé d'ajouter à l'article 26 bis, un quatrième paragraphe rédigé comme suit :

"L'action civile résultant des infractions déférées à la connaissance du juge des enfants ne peut être exercée que devant les tribunaux civils.

La décision prise par le juge des enfants ne peut être opposée à la personne lésée qui assignerait au civil en réparation du dommage.".

La raison invoquée est que "le but principal de la procédure devant la juridiction pour mineurs réside dans la recherche de la mesure la plus adéquate à la réadaptation et à la rééducation des mineurs délinquants ; cet objectif risque d'être perdu de vue ou de passer au second plan sitôt que des intérêts civils sont en jeu".

.../...

Dans ce système, la citation directe a été éliminée.

Les amendements tendent à sauvegarder les droits des parties lésées en supprimant, en ce qui les concerne, l'autorité de la chose jugée des décisions rendues par le juge des enfants. Sauf en ce qui concerne les réclamations n'excédant pas 5.000 francs, l'action civile résultant des infractions déférées à la connaissance du juge des enfants ne pourrait être exercée que devant les tribunaux ordinaires.

Aucune dérogation n'existe en droit belge, sauf dans une certaine mesure en matière de faillites et banqueroutes (L. 18 avril 1851, art. 584), à la règle de l'article 4 de la loi du 17 avril 1878 qui permet à la partie lésée de poursuivre l'action civile en même temps et devant les mêmes juges que l'action publique.

Si l'exercice de l'action civile devant le tribunal de répression aggrave la situation du prévenu en lui donnant souvent deux adversaires au lieu d'un, on ne peut perdre de vue que la justice n'est exactement assurée que si la réclamation de la partie lésée, tant moralement que matériellement, a pu être exprimée devant le juge en même temps que celle de l'intérêt social dont le ministère public est l'organe. C'est pourquoi l'intervention de la partie civile devant le juge répressif fut considérée par les rédacteurs du Code d'instruction criminelle "comme une règle essentielle dont la discussion était sans objet". Faustin Hélie qui le remarque (Instr. cr. 1863 T.I., n° 667) ajoute : "La justice veut la réparation du tort privé aussi bien que de l'offense publique. Elle marche donc de concert avec la partie lésée ... Elle lui emprunte ses moyens d'accusation et ses preuves".

./.

Le "Répertoire pratique du droit belge" (V° Action civile, n° 64) reconnaît que la faculté pour la partie lésée de porter sa demande, bien que purement civile, devant le juge de répression "est fondée en raison, sur les motifs suivants : elle permet à la partie lésée d'obtenir réparation plus rapidement et à moins de frais; de plus, le juge de répression est mieux à même de statuer en parfaite connaissance de cause sur une demande née de l'infraction à laquelle il doit appliquer la peine".

C'est dans ces donditions que la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance a admis, en son article 24, la règle que "dans les cas où le fait est établi, le juge condamnera l'enfant aux frais et, s'il y a lieu, aux restitutions et aux dommages-intérêts".

Cette disposition est insérée dans une législation où "la recherche de la mesure la plus adéquate à la réadaptation et à la rééducation des mineurs délinquants" est cependant déjà "le but principal de la procédure". Or, il n'est pas apparu possible au législateur de 1912 d'y renoncer sans contredire les règles traditionnelles de notre droit telles qu'elles demeurent fixées aux articles 63 et suivants du Code d'instruction criminelle, et sans mettre en péril des intérêts légitimes.

+

\+ +

./.

Ces remarques préliminaires étant faites, il convient, sans discuter l'opportunité des amendements proposés, de se demander si ceux-ci sont susceptibles de régler de manière adéquate, en présence de la législation existante, les situations auxquelles ils s'appliquent.

A cet égard, les observations suivantes peuvent être faites:

1. Procédure simple, pratique, expéditive et peu coûteuse, la constitution de partie civile permet au juge éclairé par le dossier pénal et par un débat contradictoire où toutes les parties peuvent être représentées, de juger en même temps le procès pénal et le procès civil.

Le dossier répressif revêt une importance essentielle. Il contient, en effet, toute l'enquête à laquelle il a été procédé soit par le juge d'instruction, soit, en cas de flagrant délit, par le procureur du Roi : l'interrogatoire de l'inculpé, la descente sur les lieux, les perquisitions ou visites domiciliaires, les saisies, les expertises, l'audition des témoins et les confrontations.

2. Le fait de ne plus permettre à la partie lésée l'accès du prétoire du juge des enfants aurait pour effet de placer celle-ci dans une situation qui n'est pas conforme aux principes régissant l'administration de la justice.

./.

Ainsi serait rompu l'équilibre existant entre les droits de la partie lésée et ceux de la défense.

En effet, alors que la partie lésée est renvoyée devant le tribunal civil sans pouvoir utiliser les éléments de preuve contenus dans le dossier de la juridiction de l'enfance, ces mêmes éléments sont mis à la disposition de la défense qui pourra éventuellement demander qu'ils soient complétés par de nouveaux témoignages, des contre-expertises, etc....

Le juge sera donc influencé par la défense sans que celle-ci, dans le développement de ses moyens, soit contredite par une partie adverse dont les griefs et les arguments doivent normalement aider pourtant à la manifestation de la vérité.

3. La suppression de la partie civile devant le juge des enfants aurait comme conséquence de l'entraîner dans une procédure civile généralement plus longue et plus onéreuse dont la charge incombera souvent en définitive aux parents du mineur.

Or, on l'a remarqué à bon droit, "la réparation du préjudice causé par un crime ou par un délit intéresse l'ordre public. Il est parfois injuste d'imposer à la victime la charge de tous les risques et de tous les frais de l'instance " (H. Donnedieu de Vabres, Traité de droit criminel et de législation comparée, 3e éd., 1947, p. 631, note 1).

./.

Le caractère reconnu à la juridiction des enfants ne permet pas de renoncer à ces préoccupations. Car, d'une part, le juge saisi de la cause doit, pour l'apprécier, prêter l'oreille aux plaintes de la partie lésée, d'autre part, dans le régime que la loi du 15 mai 1912 institue, il lui est précisément permis d'appliquer à l'enfant telles mesures que de conseil, tout en donnant aux actes commis par le mineur leurs conséquences civiles.

4. Peut-être les désavantages signalés ci-dessus pourraient-ils, dans une certaine mesure, être limités, si la partie lésée avait le droit de disposer du dossier du juge des enfants lorsque l'affaire serait portée devant le tribunal civil.

Sur ce point, les amendements soumis au Conseil d'Etat sont muets.

La communication à la partie lésée du dossier constitué par la juridiction des enfants dépendrait donc du parquet en vertu de l'article 125 du Tarif criminel (arrêté royal du 28 décembre 1950).

Pût-on même imaginer que la partie lésée, en dépit du caractère confidentiel et secret des poursuites exercées en vertu de la loi du 15 mai 1912 (argt. art. 24, al. 4), fût autorisée à prendre connaissance des éléments du dossier du juge des enfants, encore ces éléments seraient-ils désormais insuffisants à éclairer la juridiction ordinaire ; en effet, la mission du juge des enfants n'implique plus désormais la recherche complète de tous les élements de nature à révéler l'importance du dommage résultant du fait qui a donné lieu aux poursuites.

./.

5. Le projet soumis au Conseil d'Etat maintient-il la règle selon laquelle "le criminel tient le civil en état" ?

Dans l'affirmative, en vertu de l'article 4 de la loi du 17 avril 1878, l'exercice de l'action civile serait suspendu tant qu'il n'aurait pas été statué définitivement sur les poursuites dirigées contre les mineurs.

Si, en revanche, la règle "le criminel tient le civil en état" cessait d'être applicable, l'action civile pourrait être introduite immédiatement et elle donnerait lieu aux inconvénients que le législateur a voulu éviter dans l'intérêt du mineur.

Au surplus, des frais considérables seraient engagés. Des enquêtes et des expertises devraient être ordonnées dans des conditions plus onéreuses et plus aléatoires que si ces mesures d'instruction émanaient du juge des enfants.

6. En ce qui concerne les mineurs de 16 à 18 ans, la situation apparaît comme particulièrement hérissée de difficultés.

En effet, en vertu de l'article 16 nouveau de la loi de 1912 tel qu'il est rédigé dans le projet amendé par le Sénat, le juge des enfants saisi d'un fait qualifié infraction pourra se dessaisir s'il estime ne pas pouvoir prendre une mesure à l'égard du mineur. Le dossier étant en ce cas renvoyé au ministère public, celui-ci exercera comme il convient les initiatives que comporte l'action publique.

./.

Il en résultera que pendant l'information ou l'instruction, l'action civile sera certainement suspendue, le juge des enfants n'étant pas saisi et il n'est même pas certain qu'il le sera.

Quant au délibéré du juge des enfants sur son dessaisissement éventuel, il peut légitimement se prolonger, la loi n'en ayant d'ailleurs pas limité la durée.

Le juge des enfants décide-t-il de ne pas se déssaisir, l'action civile pourrait sans doute être exercée devant le tribunal ordinaire. Mais les amendements proposés n'indiquant ni le moment où cette décision du juge sera prise, ni la forme en laquelle la partie préjudiciée en sera, le cas échéant, avertie, on n'aperçoit pas quand celle-ci pourrait exercer à coup sûr, en connaissance de cause, l'action civile qui lui appartient. Une initiative prématurée la privera éventuellement de la faculté de se constituer devant le tribunal correctionnel. Un parti trop tardif exposerait ses moyens de preuve au dépérissement.

7. Les amendements sont également muets sur le point de savoir si le juge d'appel des enfants jouira de la même faculté de dessaisissement que le juge des enfants en premier ressort. Pourra-t-il renvoyer le dossier au parquet général ? Il y a lieu de le croire, puisque l'article 28 de la loi du 15 mai 1912 lui permet de modifier toutes les mesures provisoires prises par le juge des enfants. Les difficultés relevées ci-dessus s'en trouveraient donc aggravées.

./.

8. Les amendements ne règlent pas non plus la possibilité d'un appel de la décision de dessaisissement du juge des enfants. Dans le cas où un appel existerait, serait-il porté devant le juge d'appel ou devant la chambre des mises en accusation ainsi qu'il est prévu pour les ordonnances de non-lieu du juge d'instruction à l'article 12, alinéa 4 nouveau, du projet amendé par le Sénat?

9. L'article 64 de la loi du 15 mai 1912 renvoie pour toute procédure aux dispositions applicables en matière correctionnelle.

Il en résulte que la prescription sera de dix ans, trois ans ou six mois, selon qu'il s'agit d'un fait qualifié crime, délit ou contravention.

Quant aux faits non qualifiés pénalement (mendicité, vagabondage, indiscipline, inconduite, prostitution ou débauche), la prescription est de 3 ans (Velge : les Tribunaux pour enfants, p. 146).

L'action civile doit normalement se prescrire par le même délai que l'action publique (art. 21, 22 et 23 de la loi du 17 avril 1878).

C'est ainsi que la Cour de cassation le décide dans son arrêt du 31 mars 1913 (Pas. 1913, I, 162) :

"Attendu que la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance a maintenu, en ce qui concerne les mineurs de seize ans, l'ancienne division tripartite des infractions ; qu'elle n'a fait que substituer au régime pénal, établi pour la répression des faits qui les constituent, un ensemble de mesures de garde, d'éducation et de préservation dont le juge des enfants apprécie l'opportunité et détermine la nature en se conformant à la loi ; mais que, s'il faut en conclure

./.

que les principes qui régissent la prescription des peines sont incompatibles avec les règles nouvelles qui ont radicalement supprimé celles-ci, il n'en est pas ainsi en ce qui concerne la prescription des infractions elles-mêmes ; que les articles 11 et 12 de la loi nouvelle ont en effet centralisé dans les mains du procureur du Roi la poursuite "des affaires concernant les enfants" ; que les causes d'extinction de l'action publique, telles qu'elles sont énoncées aux articles 20 et suivants de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale, restent applicables suivant la nature des infractions qui y donnent lieu".

La Cour de cassation n'a pas modifié sa jurisprudence depuis lors.

Cependant, la Cour d'appel de Bruxelles dans un arrêt du 25 mars 1939 (Pas. II, 114) est d'une opinion divergente basée sur la thèse défendue par les Pandectes belges, V° Tribunaux pour enfants, n° 822, qu'elle cite :

"Attendu qu'il a été admis en jurisprudence qu'au cas d'acquittement pour défaut de discernement d'un mineur de plus de 16 ans, poursuivi du chef d'une infraction pénale, le caractère délictueux du fait disparaissait et que, dans ce cas, le délai de prescription de l'action en dommages-intérêts, née de ce fait, était celui prévu par l'article 2262 du Code civil et non celui fixé par les articles susindiqués de la loi du 17 avril 1878 ;

./.

Attendu que ce principe qui a été appliqué à propos de faits ayant donné lieu à poursuites pénales, doit aussi, sous l'empire de la loi du 15 mai 1912, être appliqué à l'action née d'un fait culpeux commis par un mineur de 16 ans, lequel couvert par la présomption légale de défaut de discernement ne pourrait jamais encourir des peines comminées par les lois pénales mais pourrait seulement être l'objet de mesure de garde, d'éducation et de préservation à prescrire, s'il échet, par le juge des enfants".

Cette jurisprudence se trouverait singulièrement renforcée par l'adoption des amendements proposés. Dans un tel régime, il y aurait deux délais de prescription de l'action civile suivant que le fait a été commis par un majeur ou par un mineur. Bien plus, en ce qui concerne le mineur de plus de 16 ans, le délai serait différent selon que le juge des enfants a conservé la connaissance du dossier ou qu'il s'en est dessaisi.

Le délai de la prescription n'a pas été réglé davantage pour le cas où la partie lésée choisirait la voie de l'article 24 amendé de la loi de 1912 en vue de réclamer des dommages intérêts n'excédant pas la somme de 5.000 francs.

Enfin, les amendements ne tranchent pas la question de savoir si les poursuites devant le juge des enfants interrompent la prescription de l'action civile.

10. Lorsque l'action civile est poursuivie en même temps et devant les mêmes juges que l'action publique, elle ne peut plus l'être en réparation du même dommage devant la juridiction civile (art. 4 loi du 17 avril 1878).

./.

Or, le projet ne règle pas l'application de cette disposition au cas de recours à la procédure expéditive de dédommagement prévue à l'article 24 de la loi de 1912 et fort étendue par le projet. Les dommages-intérêts peuvent en effet s'élever à 5.000 francs.

Le recours à cette voie enlève-t-il le droit d'introduire une action devant la juridiction civile ?

Il faut répondre à cette question par la négative si l'on applique la règle énoncée à l'amendement et selon laquelle "la décision prise par le juge des enfants ne peut être opposée à la personne lésée qui assignerait au civil en réparation du dommage". Mais cette interprétation correcte du texte de l'amendement ne va-t-elle pas à l'opposé de l'intention qui l'a inspiré ?

11. Si, pour des raisons pratiques, il est proposé que le juge des enfants puisse, sur la plainte du préjudicié, allouer à celui-ci, à titre de dommages-intérêts, une somme n'excédant pas cinq mille francs, cette disposition ruinerait, dans de nombreux cas, l'économie de la réforme proposée.

La disposition envisagée s'applique, à défaut de précision, tant au dommage moral qu'au préjudice matériel. Elle implique, en tout cas, que la victime puisse, pour obtenir la réparation relativement modique qu'elle sollicite, faire valoir ses observations, sans se borner à la transmission d'un procès-verbal d'estimation du bourgmestre, lequel ne peut lui-même apparemment avoir qu'une valeur d'indication. Dès lors, après avoir entendu à cet égard les contestations du mineur ou des personnes responsables, le juge des enfants ordonnera à bon escient des mesures d'instruction de nature à l'éclairer. En bref, seront en jeu des intérêts civils

./.

qui, selon la justification de l'amendement, risquent précisément de faire passer au second plan "la recherche de la mesure la plus adéquate à la réadaptation et à la rééducation des mineurs délinquants". On peut même concevoir que pour recevoir prompte justice et faire entendre sa voix, la victime limite à cinq mille francs sa demande. Pourquoi son intervention, à tout le moins sa plainte sont-elles dès lors tenues pour admissibles? Les distinctions faites selon le montant de la réclamation ne suffisent pas à justifier une telle anomalie.

12. Il est permis au législateur de prévoir que la décision prise par le juge des enfants " ne peut pas être opposée à la personne lésée qui assignerait au civil en réparation du dommage".

Mais cette règle formelle est-elle en concordance logique avec le texte de l'article 24, alinéa 1er tel qu'il subsisterait après adoption de l'amendement? Il ne paraît pas.

Le premier alinéa de l'article 24 serait, en effet, dorénavant conçu comme suit :

"Dans le cas où le fait est établi, le juge condamnera l'enfant aux frais et, s'il y a lieu, aux restitutions".

Même s'il faut, à juste titre, refuser à la décision du juge des enfants un caractère pénal pareil à celui des juridictions ordinaires, il est impossible d'empêcher, par une fiction juridique, qu'elle exprime autre chose que ce qu'elle dit. Le législateur n'est pas en mesure de faire obstacle à l'influence que pareille appréciation peut exercer en fait sur les juridictions saisies ultérieurement du litige. Mais il y

./.

plus. Faut-il admettre que le juge des enfants, ayant reconnu qu'un fait était établi et condamné l'enfant aux frais, une autre juridiction puisse proclamer que ce fait n'est pas établi ? L'amendement, sans déroger expressis verbis à la règle de l'autorité de la chose jugée, se borne à décharger la partie lésée de la présomption selon laquelle la décision du juge des enfants pourrait, le cas échéant, faire échec à sa demande.

Mais cette dérogation au droit commun n'est nullement étendue à l'autorité qui s'attache à la décision du juge et que la partie responsable prétendrait mettre en question. Ainsi il y aurait chose jugée en cas de condamnation aux frais par le juge des enfants, et il n'y aurait pas chose jugée en cas de relaxe. Il y aurait chose jugée contre l'enfant et contre la partie civilement responsable mais non à leur profit contre la partie lésée. Il s'ensuit, nonobstant la justification de l'amendement, que de la décision du juge des enfants dépendrait, en de nombreux cas, et non sans contradiction, l'appréciation de la cause par le tribunal ordinaire.

13. Une autre question se pose.

Si la décision prise par le juge des enfants ne peut être opposée à la personne lésée qui poursuivrait au civil la réparation du dommage, la décision prise par le juge civil ne demeure-t-elle pas opposable au juge des enfants ? Comment imaginer que le juge civil ayant reconnu l'existence d'une faute dans le chef du mineur par application de l'article 1382 du Code civil, le juge des enfants puisse tenir les articles 418 et 420 du Code pénal comme non applicables au même fait ?

./.

Ces contradictions achèvent de rendre le texte proposé inconciliable tant avec les règles du droit commun qu'avec les principes nouveaux que l'on voudrait promouvoir.

+

+ +

En conclusion, le Conseil d'Etat est d'avis que la réforme fragmentaire proposée par les amendements du Gouvernement ne peut être réalisée sans provoquer de graves perturbations tant dans l'économie de la loi du 15 mai 1912 que dans l'application des règles du droit commun.

De aan de afdeling wetgeving voorgelegde amendementen hebben betrekking op het ontwerp van wet, dat de Raad van State onder nr L.1372 heeft onderzocht en waarover hij op 12 Augustus 1950 heeft geadviseerd.

Het ontwerp L.1372 strekte tot wijziging en aanvulling van de wet van 15 Mei 1912 op de kinderbescherming, namelijk wat de volgende punten betreft :

a) het verbood zich burgerlijke partij vóór de onderzoeksrechter te stellen en liet voor het openbaar ministerie, het vervolgende openbaar bestuur en de burgerlijke partij hoger beroep open tegen de beschikkingen van buitenvervolgingstelling van de onderzoeksrechter (artikel 1) ;

b) het bracht de strafrechtelijke minderjarigheid van 16 op 18 jaar (artikelen 4, 5, 6 en 15) ;

c) het verhoogde van 50 op 5.000 frank het maximumbedrag der schadevergoeding, die de kinderrechter op klacht van de benadeelde kan toekennen (artikel 24 van de wet van 1912) en gaf die magistraat bevoegdheid om, onverminderd de toepassing van artikel 1384 van het Burgerlijk Wetboek betreffende de schadevergoeding, de burgerlijk aansprakelijke personen tot de kosten en teruggaven te veroordelen (artikel 11) ;

d) het bepaalde dat de zaak bij de kinderrechter kan worden aanhangig gemaakt door :

1° het openbaar ministerie, het vervolgend openbaar bestuur of de benadeelde partij ;

.../...

2° het bevel van verwijzing uitgaande van de onderzoeksrechter ;

3° het verzoekschrift van de vader of de voogd (artikel 13) ;

c) het gaf ook aan de benadeelde of burgerlijk aansprakelijke personen het recht om van de beslissingen van de kinderrechter in hoger beroep te komen.

Het ontwerp nr L.1372 is door de Kamer van Volksvertegenwoordigers goedgekeurd en vervolgens door de Senaat geamendeerd. Naar de Kamer teruggestuurd, worden nieuwe amendementen voorgesteld, die thans aan de Raad van State zijn voorgelegd.

Hoofddoel van die amendementen is, de burgerlijke partijen uit te sluiten van de debatten voor het kindergerecht.

Te dien einde wordt voorgesteld, aan artikel 26 bis een vierde paragraaf toe te voegen, luidend als volgt :

"De burgerlijke vordering wegens misdrijven die naar de kinderrechter zijn verwezen, kan slechts worden uitgeoefend vóór de burgerlijke rechtbanken.

De beslissing van de kinderrechter kan niet worden ingeroepen tegen de benadeelde persoon die vóór de burgerlijke rechtbank dagvaardt met het oog op schadevergoeding.".

.../...

Als reden wordt opgegeven dat : "de rechtspleging vóór het gerecht voor minderjarigen als hoofddoel heeft het opzoeken van de gepaste maatregel tot wederaanpassing en wederopvoeding van de delinquente minderjarigen; dit doel loopt gevaar uit het oog te worden verloren of op het achterplan te worden geschoven, zodra burgerlijke belangen er bij gemoeid zijn".

Uit dit systeem is de rechtstreekse dagvaarding geweerd.

De amendementen strekken tot vrijwaring van de rechten der benadeelde partijen door, wat hen betreft, aan de beslissingen van de kinderrechter het gezag van het gewijsde te ontnemen. Behalve wat betreft de eisen van niet meer dan 5.000 frank, zou de burgerlijke rechtsvordering wegens misdrijven die naar de kinderrechter zijn verwezen, alleen voor de gewone rechtbanken kunnen worden gebracht.

Behoudens in een zekere mate in zake faillissement en bankbreuk (wet van 18 April 1851, artikel 584), is er in het Belgisch recht geen enkele afwijking van de regel van artikel 4 van de wet van 17 April 1878, luidens welke de benadeelde partij de burgerlijke vordering terzelfdertijd en vóór dezelfde rechters kan vervolgen als de publieke vordering.

Hoewel de uitoefening van de burgerlijke vordering vóór het strafgerecht de toestand van de verdachte verergert, daar hij aldus vaak twee tegenstanders krijgt

.../...

in plaats van één tegenstander, mag niet uit het oog verloren worden dat een nauwgezette rechtsbedeling slechts mogelijk is, indien de eis van de zowel moreel als stoffelijk benadeelde partij voor de rechter kan worden uiteengezet, tegelijkertijd als de eis in het belang van de maatschappij, waarvan het openbaar ministerie het orgaan is. Daarom werd het optreden van de burgerlijke partij vóór de strafrechter door de opstellers van het Wetboek van Strafvordering beschouwd "als een essentiële regel, waarover iedere discussie overbodig was " Faustin Hélie, die zulks doet opmerken (Instr.cr.1863, T.I, nr 667), voegt daaraan toe :"La justice veut la réparation du tort privé aussi bien que de l'offense publique. Elle marche donc de concert avec la partie lésée... Elle lui emprunte ses moyens d'accusation et ses preuves".

Het "Répertoire pratique du droit belge" (V° Action civile, nr 64) erkent dat de mogelijkheid voor de benadeelde partij om haar vordering, hoewel die een louter burgerlijke vordering is, voor de strafrechter aan te brengen, "est fondée en raison, sur les motifs suivants : elle permet à la partie lésée d'obtenir réparation plus rapidement et à moins de frais; de plus, le juge de répression est mieux à même de statuer en parfaite connaissance de cause sur une demande née de l'infraction à laquelle il doit appliquer la peine".

De wet van 15 Mei 1912 op de kinderbescherming heeft derhalve in artikel 24 de regel aangenomen dat "in de gevallen waarin het feit bewezen is, de rechter het kind veroordeelt tot de kosten en, zo er grond voor is, tot teruggave en tot schadevergoeding".

.../...

Deze bepaling is ingevoegd in een wetgeving waarin "het zoeken naar de maatregel die voor de weder-aanpassing en de wederopvoeding van de minderjarige delinquenten het meest aangepast is" reeds "het voor-naamste doel van de procedure" is. De wetgever van 1912 echter heeft het niet mogelijk geacht daarvan af te zien, zonder in strijd te komen met de traditionele regelen van ons recht, zoals zij in de artikelen 63 en volgende van het Wetboek van Strafvordering vastgelegd blijven en zonder wettige belangen in gevaar te brengen.

\+

\+ \+

Na deze voorafgaande opmerkingen, en zonder evenwel de opportuniteit van de voorgestelde amendementen te bespreken, rijst de vraag of die amendementen geschikt zijn om, ten overstaan van de bestaande wetgeving, wel de toestanden waarop zij van toepassing zijn op adaequate wijze te regelen.

Dienaangaande kunnen de volgende opmerkingen worden gemaakt.

1. Dank zij de aanstelling van de burgerlijke partij, een eenvoudige, practische, vlotte en weinig dure procedure kan de rechter, voorgelicht door het strafrechtelijk dossier en door een debat met tegen-spraak waarin alle partijen kunnen optreden, terzelfder-tijd over het strafproces en het burgerlijk proces vonnis wijzen.

.../...

Het strafrechtelijk dossier heeft een zeer groot belang. Daarin is immers opgenomen heel het onderzoek dat de onderzoeksrechter, of, bij ontdekking op heterdaad, de procureur des Konings verricht heeft : de ondervraging van de beklaagde, de plaatsopneming, de huiszoekingen, de inbeslagnemingen, de onderzoekingen door deskundigen, het getuigenverhoor en de confrontaties.

2. Doordat aan de benadeelde partij het beroep op de kinderrechter zou worden ontzegd, zou zij in een toestand komen te staan die met de beginselen der rechtsbedeling niet in overeenstemming is.

Aldus zou het evenwicht worden verstoord tussen de rechten van de benadeelde partij en de rechten van de verdediging.

De benadeelde partij wordt immers naar de burgerlijke rechtbank verwezen zonder van de bewijsmiddelen, die in het dossier van de kinderrechtbank voorkomen, te mogen gebruik maken, terwijl diezelfde gegevens ter beschikking staan van de verdediging, die eventueel de aanvulling er van door nieuwe getuigenissen, tegenexpertises enz. kan vragen.

De rechter zal dus door de verdediging worden beïnvloed, zonder dat deze bij de uiteenzetting van haar middelen wordt tegengesproken door een tegenpartij wier grieven en argumenten nochtans normaal tot de openbaring van de waarheid moeten leiden.

.../...

3. De afschaffing van de burgerlijke partij voor de kinderrechter zou tot gevolg hebben dat zij wordt betrokken in een burgerlijke procedure , die meestal langer duurt en ook duurder is en dikwijls uiteindelijk ten laste van de ouders van de minderjarige zou komen.

Ook werd terecht opgemerkt dat "la réparation du préjudice causé par un crime ou par un délit intéresse l'ordre public. Il est parfois injuste d'imposer à la vitime la charge de tous les risques et de tous les frais de l'instance (H.Donnedieu de Vabres, Traité de droit criminel et de législation comparée, 3e éd., 1947, p.631, note 1) ".

Gelet op het karakter van het kindergerecht, is het niet mogelijk die overwegingen ter zijde te stellen. Want enerzijds moet de rechter die van de zaak kennis neemt, voor een richtige beoordeling de klachten van de benadeelde partij aanhoren en,anderzijds,is het hem volgens de regeling die de wet van 15 Mei 1912 invoert, toegelaten op het kind zodanige maatregelen als hij gepast acht toe te passen, en tevens aan de handelingen van de minderjarige hun civielrechtelijke gevolgen te geven.

4. Mogelijk zouden bovenvermelde nadelen enigszins beperkt kunnen worden, indien de benadeelde partij het recht bezat om over het dossier van de kinderrechter te beschikken ingeval de zaak bij de burgerlijke rechtbank aanhangig wordt gemaakt.

In dezen treffen de aan de Raad van State voorgelegde amendementen geen voorzieningen.

.../...

De mededeling aan de benadeelde partij van het door het kindergerecht samengestelde dossier zou dus, krachtens artikel 25 van het Tarief in strafzaken (koninklijk besluit van 28 December 1950) afhangen van het parket.

In de onderstelling zelfs dat, ondanks de vertrouwelijke en geheime aard der vervolgingen uitgeoefend krachtens de wet van 15 Mei 1912 (argt.artikel 24, vierde lid), de benadeelde partij gemachtigd zou worden kennis te nemen van de gegevens in het dossier van de kinderrechter, dan nog zouden voortaan die gegevens ontoereikend zijn om het gewone gerecht voor te lichten; voortaan zal het immers niet meer de taak van de kinderrechter zijn alle gegevens volledig op te sporen waaruit de omvang blijkt van het nadeel dat volgt uit het feit hetwelk tot de vervolgingen aanleiding heeft gegeven.

5. Handhaaft het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp de regel dat "de strafvordering de burgerlijke vordering opschort" ?

Zo ja, wordt op grond van artikel 4 van de wet van 17 April 1878 de uitoefening van de burgerlijke vordering geschorst, zolang geen eindbeslissing betrekkelijk de vervolgingen tegen de minderjarigen is uitgesproken.

Zo daarentegen de regel dat "de strafvordering de burgerlijke vordering opschort" niet langer

.../...

van toepassing is, dan kan de burgerlijke vordering onverwijld ingediend worden, en zij zou de bezwaren met zich brengen die de wetgever in het belang van de minderjarige heeft willen vermijden.

Bovendien zouden aanzienlijke kosten worden veroorzaakt.

Getuigenverhoren en deskundige onderzoekingen zouden moeten bevolen worden in moeilijker en onzekerder omstandigheden dan indien de kinderrechter die onderzoeksmaatregelen had gelast.

6. Ten aanzien der minderjarigen van 16 tot 18 jaar gaat de toestand met vele moeilijkheden gepaard.

Volgens het nieuw artikel 16 van de wet van 1912, zoals het luidt in het door de Senaat geamendeerd ontwerp, kan immers de kinderrechter die van een als misdrijf gequalificeerde handeling kennis neemt, de zaak uit handen geven indien hij oordeelt geen maatregel ten aanzien van de minderjarige te mogen treffen. Daar het dossier in zodanig geval naar het Openbaar Ministerie teruggezonden wordt, zal dit laatste naar behoren alle initiatieven nemen die aan de publieke vordering verbonden zijn.

Daaruit volgt dat de burgerlijke vordering zonder twijfel geschorst wordt tijdens het vooronderzoek of het onderzoek, aangezien de zaak bij de kinderrechter

.../...

niet aanhangig is en het zelfs niet vaststaat dat zij zal aanhangig worden gemaakt.

Wat betreft het beraad van de kinderrechter omtrent het eventueel uit handen geven van de zaak, dit kan met reden lang duren, daar de wet trouwens in dit opzicht geen termijn heeft bepaald.

Beslist de kinderrechter dat hij de zaak niet uit handen geeft, dan kan de burgerlijke vordering ongetwijfeld voor de gewone rechtbank worden uitgeoefend. Aangezien evenwel de voorgestelde amendementen niet bepalen op welk tijdstip de rechter die beslissing dient te nemen en evenmin op welke wijze, bij voorkomend geval, de benadeelde partij van die beslissing in kennis zal worden gesteld, ziet men niet goed in wanneer zij de burgerlijke vordering waarover zij beschikt zeker en met kennis van zaken zal kunnen uitoefenen. Een voorbarig initiatief zal haar eventueel beroven van het recht om zich voor de correctionele rechtbank burgerlijke partij te stellen. Door een al te laat optreden, zou zij het gevaar lopen haar bewijsmiddelen te zien vervallen.

7. In de amendementen is er evenmin sprake van of de kinderrechter in beroep hetzelfde recht bezit om de zaak uit handen te geven als de kinderrechter in eerste aanleg. Kan hij het dossier naar het parketgeneraal terugzenden? Er is reden om zulks te denken, aangezien artikel 28 van de wet van 15 Mei 1912 hem toelaat alle voorlopige door de kinderrechter genomen maatregelen te wijzigen. De hierboven uiteengezette moeilijkheden worden hierdoor nog groter.

.../...

8. Voorts regelen de amendementen ook niet de mogelijkheid om hoger beroep in te stellen tegen de beslissing waarbij de kinderrechter de zaak uit handen geeft. Ingeval in hoger beroep wordt gegaan, moet het worden ingediend bij de rechter in beroep of bij de kamer van inbeschuldigingstelling, zoals in artikel 12, nieuw vierde lid, van het door de Senaat geamendeerd ontwerp bepaald wordt voor de beschikkingen van buitenvervolgingstelling van de onderzoeksrechter?

9. Artikel 64 van de wet van 15 Mei 1912 verwijst, wat de procedure betreft, naar de bepalingen toepasselijk in correctionele zaken.

Daaruit volgt dat de verjaring tien jaar, drie jaar of zes maanden bedraagt naargelang het feit als een misdaad, een wanbedrijf of een overtreding gequalificeerd is.

Ten aanzien van de niet strafrechtelijk gequalificeerde feiten (bedelarij, landloperij, tuchteloosheid, kennelijk wangedrag, prostitutie of ontucht), is de verjaring drie jaar (Velge : les Tribunaux pour enfants, blz. 146).

Normaal moet voor de burgerlijke vordering de verjaringstermijn dezelfde zijn als voor de publieke vordering (artikelen 21, 22 en 23 van de wet van 17 April 1878).

.../...

Aldus heeft het Hof van verbreking in zijn arrest van 31 Maart 1913 beslist (Pass.1913, I, 162):

"Overwegende dat de wet van 15 Mei 1912 op de kinderbescherming, ten aanzien van de minderjarigen van 16 jaar, de vroegere drieledige verdeling der misdrijven heeft gehandhaafd; dat zij er zich bij bepaalt, ter vervanging van de strafregeling toepasselijk op de feiten die als misdrijven gelden, een geheel van maatregelen tot bewaking, opvoeding en behoeding, in te voeren, over de gepastheid waarvan de kinderrechter oordeelt en waarvan hij ook de aard bepaalt met inachtneming van de wet; dat echter, indien daaruit moet besloten worden dat de beginselen inzake verjaring der straffen niet overeen te brengen zijn met de nieuwe regelen die deze radicaal hebben afgeschaft, zulks niet het geval is met de verjaring van de misdrijven zelf ; dat de artikelen 11 en 12 der nieuwe wet immers de vervolging "der zaken betreffende de kinderen" bij de procureur des Konings hebben gecentraliseerd; dat de oorzaken van verval van de publieke vordering, zoals zij opgesomd zijn in de artikelen 20 en volgende van de wet van 17 April 1878 bevattende de voorafgaande titel van het Wetboek van Rechtspleging in Strafzaken, van toepassing blijven volgens de aard van de misdrijven die daartoe aanleiding geven".

Het Hof van verbreking heeft zijn rechtspraak sindsdien niet gewijzigd..

.../...

Het Hof van beroep te Brussel in een arrest van 25 Maart 1939 (Pas.II, 114) verdedigt echter een andere opvatting, gebouwd op de stelling van de Pandectes belges, V° Tribunaux pour enfants, nr 822, die in het arrest wordt aangehaald :

"Overwegende dat in de rechtspraak is aanvaard dat, ingeval een minderjarige van meer dan 16 jaar vervolgd voor een strafrechtelijk misdrijf, wegens gemis aan onderscheidingsvermogen wordt vrijgesproken, het strafbaar karakter van het feit wegvalt, en dat in zodanig geval voor de verjaring van de vordering tot schadevergoeding, die uit bedoeld feit is ontstaan, als termijn geldt diegene bepaald in artikel 2262 van het Burgerlijk Wetboek en niet die gesteld in bovengenoemde artikelen van de wet van 17 April 1878 ;

Overwegende dat dit beginsel is toegepast op feiten die tot strafvervolging hebben geleid, en ook onder de gelding der wet van 15 Mei 1912 toepassing moet vinden op de vordering ontstaan uit een culpoos feit dat gepleegd wordt door een minderjarige van 16 jaar, die beschermd als hij is door het wettelijk vermoeden van gemis aan onderscheidingsvermogen, nooit overeenkomstig de strafwetten zou kunnen gestraft worden, maar alleen het voorwerp zou kunnen worden van een maatregel tot bewaking, opvoeding en behoeding, eventueel door de kinderrechter te gelasten ".

De goedkeuring van de voorgestelde amendementen zou deze rechtspraak bijzonder versterken. In zodanig stelsel zouden voor de burgerlijke vordering twee verjaringstermijnen bestaan naargelang het feit door een

.../...

meerderjarige dan wel door een minderjarige werd gepleegd. Wat meer is, voor de minderjarige van meer dan 16 jaar zou de termijn verschillen naargelang de kinderrechter zelf kennis blijft nemen van de zaak, dan wel ze uit handen heeft gegeven.

Evenmin zijn inzake verjaringstermijn voorzieningen getroffen voor het geval dat de benadeelde partij de voorkeur moet geven aan de toepassing van het geamendeerde artikel 24 van de wet van 1912 om een schadevergoeding van ten hoogste 5.000 frank te eisen.

Tenslotte laten de amendementen onopgelost, de vraag of vervolgingen vóór de kinderrechter de verjaring van de burgerlijke vordering stuiten.

10. Wanneer de burgerlijke vordering tegelijk met en voor dezelfde rechters als de publieke vordering wordt vervolgd, kan zij niet meer tot vergoeding van dezelfde schade vóór het burgerlijk gerecht worden vervolgd (artikel 4 - wet van 17 April 1878).

Het ontwerp stelt echter geen regelen voor de toepassing van die bepaling op het beroep op de snelle procedure tot schadeloosstelling, die in artikel 24 der wet van 1912 is bedoeld en door het ontwerp sterk wordt uitgebreid. De schadevergoeding kan immers een bedrag van 5.000 frank bereiken.

.../...

Ontneemt het beroep op dat middel het recht op het instellen van een vordering vóór de burgerlijke rechtbank ?

Het antwoord op die vraag is ontkennend, zo men de in het amendement geformuleerde regel toepast volgens welke "de beslissing van de kinderrechter niet kan worden ingeroepen tegen de benadeelde persoon die vóór de burgerlijke rechtbank dagvaardt met het oog op schadevergoeding ". Komt die juiste interpretatie van de tekst van het amendement echter niet neer op het tegenovergestelde van wat ermede bedoeld werd ?

11. Indien om practische redenen wordt voorgesteld, dat de kinderrechter de benadeelde op dezes klacht als schadevergoeding een bedrag zou kunnen toekennen dat geen vijf duizend frank overschrijdt, zou die bepaling in tal van gevallen aan de economie der voorgestelde hervorming afbreuk doen.

Bij gemis van nadere toelichting is de overwogen bepaling zowel op de morele als op de stoffelijke schade van toepassing. In alle geval houdt zij in, dat het slachtoffer, om de betrekkelijk geringe vergoeding die het aanvraagt te bekomen, zijn opmerkingen zou kunnen doen gelden zonder alleen maar een proces-verbaal van schatting van de burgemeester over te maken dat blijkbaar ook slechts de waarde van een aanwijzing kan hebben. De kinderrechter zal dan ook, na in verband daarmede de betwistingen van de minderjarige of van de verantwoordelijke te hebben gehoord, met kennis van zaken onderzoeksmaatregelen gelasten waardoor hij een duidelijker denk-

.../...

beeld van de zaak kan krijgen. Kortom, er zullen burgerlijke belangen mee gemoeid zijn waardoor, volgens de verantwoording van het amendement, precies het gevaar ontstaat dat "het opzoeken van de meest gepaste maatregel voor de wederaanpassing en de wederopvoeding van de delinquente minderjarigen" op het achterplan wordt geschoven. Men kan zich zelfs voorstellen dat het slachtoffer zijn eis tot vijf duizend frank beperkt om zo spoedig mogelijk recht te bekomen en om zijn stem te doen horen. Waarom dan wordt zijn tussenkomst, althans zijn klacht aanvaardbaar geacht ? Het onderscheid dat naar gelang van het gevorderde bedrag wordt gemaakt, is niet voldoende om zodanige anomalie te rechtvaardigen.

12. Het staat de wetgever vrij te bepalen dat de door de kinderrechter genomen beslissing "niet kan worden ingeroepen tegen de benadeelde persoon die vóór de burgerlijke rechtbank dagvaardt met het oog op schadevergoeding".

Stemt die formele regel echter logisch overeen met de tekst van artikel 24, eerste lid, zoals die er na het aannemen van het amendement zou uitzien ? Blijkbaar niet.

Het eerste lid van artikel 24 zou voortaan immers luiden als volgt :

"Ingeval het feit bewezen is, veroordeelt de rechter het kind tot de kosten en, zo daartoe redenen zijn, tot teruggave".

.../...

Zelfs al moet men terecht aan de beslissing van de kinderrechter eenzelfde strafrechtelijk karakter als aan de beslissingen der gewone rechtbanken ontkennen, toch kan men door een juridische fictie niet beletten dat zij iets anders te kennen geeft dan wat zij zegt. De wetgever kan de invloed, welke zodanige beoordeling in feite kan hebben op de rechters bij wie het geschil later aanhangig wordt gemaakt, niet verhinderen. Er is echter meer. Moet men aannemen dat, wanneer de kinderrechter heeft erkend dat een feit is bewezen en hij het kind tot de kosten heeft veroordeeld, een andere rechter kan verklaren dat bedoeld feit niet bewezen is ? Zonder uitdrukkelijk af te wijken van de regel van het gezag van het gewijsde, beperkt het amendement er zich toe, in hoofde van de benadeelde partij, het rechtsvermoeden weg te nemen volgens hetwelk de beslissing van de kinderrechter haar eis bij voorkomend geval zou kunnen ontkrachten.

Echter is die afwijking van het gemeen recht geenszins van toepassing op het gezag dat aan de beslissing van de rechter is verbonden en dat de verantwoordelijke partij mocht willen betwisten. Zo zou er gewijsde zijn wanneer de kinderrechter tot de kosten veroordeelt en geen gewijsde in geval van vrijlating. Er zou gewijsde zijn tegen het kind en tegen de burgerlijk aansprakelijke partij, maar niet in hun voordeel tegen de benadeelde partij. Ondanks de verantwoording van het amendement, volgt hieruit dat de beoordeling der zaak door de gewone rechtbank in talrijke gevallen en niet zonder tegenstrijdigheid van de beslissing van de kinderrechter zou afhangen.

.../...

13. Er rijst nog een andere vraag.

Zo de beslissing van de kinderrechter niet kan worden ingeroepen tegen de benadeelde persoon die vóór de burgerlijke rechtbank schadevergoeding eist, kan de beslissing van de burgerlijke rechtbank dan niet tegen de kinderrechter worden ingeroepen ? Is het denkbaar dat, wanneer de burgerlijke rechter bij de minderjarige het bestaan van schuld heeft erkend bij toepassing van artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek, de kinderrechter van oordeel kan zijn dat de artikelen 418 en 420 van het Strafwetboek op hetzelfde feit niet van toepassing zijn ?

Door die tegenstrijdigheden wordt de voorgestelde tekst ongetwijfeld onverenigbaar zowel met de regelen van het gemeen recht als met de nieuwe beginselen welke men wenst te huldigen.

\+

\+ \+

Tot besluit, is de Raad van State van advies dat de door de Regeringsamendementen voorgestelde fragmentarische herziening niet kan worden verwezenlijkt zonder de economie van de wet van 15 Mei 1912 en de toepassing der gemeenrechtelijke regelen ernstig te storen.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat,	président,
de Heren :		eerste-voorzitter van de Raad van State,	voorzitter,
	M.SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat,	
	G.VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
	E.VAN DIEVOET,	assesseurs de la section de législation,	
	C.VAN REEPINGHEN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister
de la Justice.
van Justitie.

Le 1953.

De 1953.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.